

Parmi les paroles de Mgr Gauthier voulant gagner à sa cause tous ceux que ses actes en ont écarté, j'admire l'assertion suivante qu'il n'a pas craint de se rendre à Toronto auprès des ministres du gouvernement pour leur faire connaître ses objections contre le règlement No 17.

A la réunion des évêques de l'Ontario, le 26 janvier dernier, un sous-comité composé de Mgr McNeil et de Mgr Latulippe fut nommé pour s'aboucher avec le gouvernement de Toronto et obtenir de lui toutes les concessions possibles dans le cas d'un arrangement à l'amiable. Ce qui caractérisait ce sous-comité, c'était sa propre composition de deux membres, appartenant l'un et l'autre aux deux partis intéressés. Les deux évêques devaient agir de concert, voir ensemble le gouvernement, bref marcher dans une union complète de sentiments et d'intérêts. Or, il est de notoriété publique que Monseigneur Gauthier vit le gouvernement en avril dernier, avant les délégués officiels des évêques, rendant nulle par le fait même leur action concertée. Il est difficile de comprendre pourquoi Mgr Gauthier n'a pas respecté cette entente et pourquoi il s'est présenté lui-même quelques jours avant l'entrevue officielle du sous-comité régulièrement constitué.

Mgr Gauthier prétend enfin que les demandes des écoles bilingues mettaient en danger le sort des écoles séparées qui, elles, étaient en instance auprès du gouvernement pour en obtenir une distribution plus équitable, en faveur des écoles catholiques, des taxes scolaires prélevées sur les différentes compagnies commerciales et industrielles.

Cette crainte n'a aucunement sa raison d'être, quand on sait que précisément les demandes des écoles bilingues appuyaient les prétentions des écoles séparées anglaises au lieu de les combattre et que toutes les écoles séparées, bilingues et unilingues, demandaient la même chose.

La futilité des raisons invoquées par les évêques des provinces ecclésiastiques de Kingston et de Toronto (1) pour combattre les écoles bilingues s'épanouit dans toute sa criante injustice et ce n'est certes pas une parole claire et nette que cette malheureuse affirmation qui sert de base à une campagne déplorable.

---

(1) On avait eu soin de ne pas inviter les évêques des provinces ontariennes où se trouvaient des évêques de langue française qui, eux aussi, avaient à cœur le bien-être des écoles séparées.